

RÉUNION DE PRÉPARATION DE LA MOTION 1 LE SAMEDI 15 OCTOBRE 2005 AU BATACLAN

INTERVENTION DE FRANÇOIS HOLLANDE

Chers camarades, je vous remercie d'être là ce matin, je sais que ce n'est pas facile alors qu'il y a aujourd'hui même des réunions pour la défense de notre motion mais il était important d'avoir des échanges entre militants sur la manière dont nous préparons ce Congrès.

Nous avons souhaité que nos réunions se fassent dans la transparence, elles sont donc ouvertes à la presse, cela ne doit rien enlever à votre spontanéité et votre sincérité, mais je pense qu'il était important que nous montrions que nous voulons un Congrès qui soit clair et dont l'enjeu soit lisible. Pas simplement pour les socialistes mais aussi pour les Français.

Un Congrès, c'est des textes et un contexte. Les textes, nous les connaissons, le contexte, je crois qu'il faut l'appréhender. Nous allons tenir notre Congrès dans un contexte où la droite est dans une offensive, une offensive libérale et une offensive jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'en 2007 et, elle le souhaite, au-delà. Une droite qui se fait concurrence à elle-même. En son sommet, la dispute est organisée. Une droite qui veut donner l'illusion qu'elle est à la fois la continuité et le changement. Nous sommes dans un contexte où les Français rejettent majoritairement cette politique mais sont encore sceptiques sur la possibilité et la réalité d'une alternative. Nous sommes dans un contexte où le libéralisme en France comme ailleurs en Europe est considéré comme une menace mais où le socialisme peine – c'est vrai – à fournir une parole cohérente. Nous sommes dans un contexte où la gauche est dans la dispersion et où, à cet égard, rien n'a changé depuis avril 2002. Nous avons espéré que les leçons puissent être tirées et nous-mêmes avons tirés des conclusions utiles. Nous avons eu le sentiment en 2004 que la dynamique d'union était de nature à convaincre toute la gauche à se rassembler. Cet effort-là doit être à nouveau poursuivi. Voilà le contexte.

C'est en ce sens que notre Congrès ne peut pas être simplement une concurrence entre socialistes, un débat entre socialistes, mais ce que nous demande notre électorat, c'est d'abord d'être en bon ordre politique, en bon ordre intellectuel, en bon ordre stratégique. Et s'il y a dans le Parti par rapport à ce Congrès à la fois une aspiration et une crainte, c'est bien que nous sommes tous conscients – et nos militants plus que d'autres – que nous n'avons pas le droit de rater ce Congrès. Je ne parle pas de rater ce Congrès au sens de la victoire ou de l'échec de telle ou telle motion, je parle de rater le Congrès pour la gauche et pour le pays. Et c'est vrai que l'enjeu nous dépasse et parfois, nous en sommes même presque craintifs parce que nous savons que si nous ratons cette marche, le reste de l'escalier sera difficile à gravir.

Je veux insister sur le contexte car il éclaire l'ensemble. L'enjeu, si l'on veut le simplifier, est de gagner le Congrès pour l'ensemble des socialistes, pas pour nous-mêmes. L'enjeu, c'est de montrer qu'un changement est possible, en France. Et l'enjeu, c'est de montrer que ce changement doit s'inscrire dans la durée. Voilà ce qu'est le Congrès du Mans. Montrer que nous voulons gagner, pour la France. Montrer que nous voulons réussir, dans le changement. Et enfin que nous voulons travailler, dans la durée, ce qui ne s'est jamais produit depuis que la gauche aspire aux responsabilités et au pouvoir. Alors comment gagner, comment réussir, comment rassembler ?

Je le dis : nous sommes porteur du principe d'unité et nous devons au-delà des querelles et des divisions que certains veulent entretenir, parce que nous sommes la majorité et que nous aspirons à le demeurer au lendemain du Congrès, porter le principe d'unité. Cela veut dire que, quelque forte ait été notre conviction pour le « Oui » ou – ici-même nombreux dans cette

salle – pour le « Non », nous avons l'obligation de dépasser le « Oui » et le « Non » quand d'autres encore dans le Parti se structurent ou veulent structurer la gauche par rapport à cette réponse et nous entraîner dans la division de notre propre électorat autour d'un scrutin qui a eu lieu et qui est clos. Pour nous, la référence ne doit pas être mai 2005, ce doit être mai 2007. C'est pour cela que je le répèterai dans ce Congrès autant de fois que nécessaire : il n'y a pas des socialistes du « Oui » d'un côté et des socialistes du « Non » de l'autre, il n'y a que des socialistes qui doivent se retrouver dans le Parti. C'est nous qui devons porter ce discours de rassemblement ; non pas par facilité, non pas par commodité, non pas pour porter le talisman de l'union – qui sera d'ailleurs chèrement disputé car tout le monde sera « pour » le rassemblement – mais nous, nous devons porter les conditions du rassemblement et de l'unité.

Ensuite, il faut tirer les leçons de tous les scrutins, et je dis bien de tous les scrutins. Scrutins de 2002 : je crois que nous avons fait les bons jugements au Congrès de Dijon, et nous n'avons pas été les seuls à les faire d'ailleurs. Nous avons aussi à tirer les leçons de nos succès : ne les oublions pas car par moment, on se demande s'il s'est passé quelque chose en 2004. On nous fait la litanie des engagements que nous n'aurions pas tenus depuis 2003 ; peut-être certains, nous y reviendrons, mais il y en a au moins un que nous avons tenu : c'est de gagner ! Et de gagner largement ! Presque historiquement ! Et quelles leçons tirer de ces victoires : c'est que nous avons été capables de faire l'unité des socialistes y compris pour la formation des listes. Certains ont tendance à l'oublier ! Il faut le leur rappeler : « d'où tiens-tu ton mandat ? », des électeurs sans doute, des militants sûrement ; car pour composer les listes on a demandé aux militants leur avis, et ils n'étaient pas tous forcément d'accord pour augmenter toutes les sensibilités du Parti pour les régionales et pour les européennes, mais nous l'avons fait. Nous avons gagné parce que nous étions unis et nous avions un projet. Et puis sur le 29 mai, bien sûr qu'il faut tirer les leçons, et nous les connaissons. La position du Parti aurait mieux été défendue si elle avait été défendue unanimement. Il y a le message des Français : rejet du libéralisme, contestation de l'Europe trop libérale sûrement, d'une manière de faire de la politique à l'évidence, et, ne l'oublions pas, le jugement sur le gouvernement et le Président de la République. Ce ne sont pas les socialistes qui ont été jugés le 29 mai ! Donc tirer les conséquences des scrutins pour aller devant les Français sans mauvaise conscience.

Parce que c'est ça aussi, le principe d'unité : c'est aussi être fiers de ce que nous sommes. Parce que si les socialistes doutent de ce qu'ils sont, courbent l'échine devant le reste de la gauche, nous laissons entendre que ce sont les autres qui auraient le bon message alors que nous sommes, par notre histoire et par nos projets, porteurs de la dynamique de victoire. Nous sommes par notre histoire, fiers de ce que nous avons fait pour notre pays et pour le transformer. Nous devons regarder également les Français avec fierté par rapport à notre histoire.

Et s'il y a quelque chose d'insupportable en ce moment-là, c'est que les socialistes puissent se dénigrer eux-mêmes. Car si nous caricaturons ce que nous sommes, si nous nous caricaturons les uns les autres dans le Parti socialiste, comment pouvons-nous être convaincants, comment pouvons-nous attirer les autres si nous pensons autant de mal de nous-mêmes ? Moi, je pense beaucoup de bien – pas seulement de nous, ici – mais également de nos autres camarades, voyez-vous, parce que le Parti socialiste, c'est tout un ensemble dans sa diversité mais nous devons nous respecter.

Une fois que nous avons posé le principe d'unité, nous devons porter notre projet. N'oublions pas nos nombreuses propositions : sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat, sur l'éducation, sur

l'égalité entre les femmes et les hommes, les catégories sociales, les Français quelques soient leurs origines, sur l'écologie,... On nous dit, il n'y a pas tant de divergences entre nous sur les propositions ; justement : préparons la synthèse au moins sur le projet. ! parce que les Français là-aussi nous le demande ! et dans ce Congrès, il ne s'agit pas de savoir qui va faire le plus – encore que nous ne soyons pas désintéressés par la question – mais de savoir ce que nous allons proposer ensemble aux Français. Et Bertrand [Delanoë] avait eu raison dès le départ de dire que nous devons faire un Congrès vers les Français. Donc nous devons parler d'idées, de propositions, de projets, ce n'est pas un Congrès simplement pour en terminer avec le passé et garder ou changer de Direction, c'est mieux que cela ! Cela doit être le Congrès du projet. Cela ne clôturera pas le débat entre nous sur telle ou telle question, nous aurons à le prolonger ; nous aurons des conventions à faire pour mettre la dernière main à notre projet et à notre plate-forme de gouvernement.

Enfin, je veux terminer sur les débats qu'il y a dans les assemblées de motions. Il y a beaucoup de points de convergence entre elles. Il faut le dire ! Je ne dis pas qu'il faille commencer par là, encore que... Finalement, ce n'est pas si mal que dans un Congrès, à partir de cinq motions, nous ayons des points communs mais il y a des nuances. Quelles sont-elles ? Reconnaissons-le, il y a des différences de méthodes entre nous : première différence, nous, nous ne pratiquons pas deux discours ! je le dis très clairement ! je revendique avec tous les signataires de notre motion ce que nous avons fait du temps du gouvernement de Lionel Jospin. J'en tire aussi un certain nombre de leçons sur ce qui n'a pas marché ou aurait pu mieux marcher, mais je suis solidaire de ce qui a été fait. Et je considère que les Français peuvent faire la différence entre ce que nous avons fait et ce qui se fait maintenant depuis 2002. A l'évidence, ce que nous aurons à faire en 2007 dans un contexte nouveau sera différent. Mais le double-discours, celui qui consiste à adopter une posture dans l'opposition pour revenir à une autre posture au pouvoir ne fonctionne plus. Je dis cela mais ce n'est pas un problème de circonstances, c'est un problème essentiel pour le Parti et pour la politique. Parce que c'est de la crédibilité de ce que nous sommes dont il est question. Nous, nous avons fait le choix, et du principe de volonté, et du principe de vérité. Nous les revendiquons ! Nous sommes dans la méthode pleinement socialistes. Quand je dis cela, je ne veux pas dire que les autres camarades ne le seraient qu'à moitié. Cela veut dire que nous sommes pleinement dans le Parti socialiste ! Nous ne sommes pas à côté ! Même pas aux franges ! Nous voulons faire l'union avec d'autres dans le respect d'un contrat de gouvernement. Nous ne sommes pas dans la confusion. Pleinement socialistes, nous sommes pleinement cohérents !

Il y a des différences de fond qui peuvent nous opposer à telle ou telle motion. Pas sur le niveau du SMIC, je vous rassure, nous avons de l'avance de ce point de vue-là ! Pas sur le niveau des impôts, nous avons de l'antériorité sur ce point-là ! Pas sur les services publics, nous, nous n'avons pas changé de point de vue ! Mais c'est vrai que sur les institutions, nous ne sommes pas d'accord, non pas avec la 6^{ème} République, parce que personne ne sait ce qu'il y a dans la 6^{ème} République, mais franchement, sur le Président de la République, nous aurons du mal à faire la synthèse pour dire que le Président de la République restera élu au suffrage universel direct mais n'aura aucun pouvoir ! Ou alors il faut accepter de désigner un candidat pour une fonction qui n'aurait plus d'importance. Vous me direz, ça règlerait la question [*rires*] mais même pour des fonctions sans importance, peut-être qu'il y a aura des volontaires [*rires et applaudissements*]. Et face à la droite, j'imagine le débat du second tour : quand un candidat de droite dira : « voilà ce que je ferais si je suis élu » (on lui répondra : « nous savons ce que vous ferez, vous êtes déjà en place » voilà un argument imparable), le candidat de gauche devrait dire : « moi ? ce que je vais faire ? rien ! [*rires*] Le Parti m'a demandé de ne rien faire [*rires et applaudissements*] ».

Le Congrès n'autorise pas tout, c'est ça ce que je veux dire. Ce doit être un moment de gravité et de sérieux. Un moment où l'on donne du sens. Où ce que l'on dit n'est pas une bouillie. Où ce que l'on dit n'est pas un compromis sur un coin de table dans une Commission des résolutions. Ce que nous allons fixer au Congrès va nous engager jusqu'en 2007.

Alors il y a des différences aussi sur le respect du vote des militants. Tout le monde est pour le respect du vote des militants, alors nous allons écrire la chose suivante : il va y avoir une motion majoritaire, on ne sait pas laquelle. Cette motion majoritaire sera celle qui donnera la ligne de tout le Parti. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de minorités. Nous, minoritaires ou majoritaires, nous essaierons de proposer une synthèse mais la ligne de la motion majoritaire, élargie à d'autres si c'est possible, sera la ligne de tout le Parti. Les minorités doivent être respectées, mais il faut aussi que les minorités respectent la majorité ; parce que sinon, il n'y a plus de Parti ! [*applaudissements*]. Ce n'est pas faire un « Congrès de discipline » que de le dire ! C'est la démocratie ! Les candidats – parce que tous ne peuvent pas être choisis [*rires*], même pour des fonctions sans importance [*rires*] – respecteront le vote des militants. C'est une évidence ! Mais on l'écrira. Si l'on respecte le vote des militants, notre Parti prendra ses décisions en connaissance de cause et sans risque de divisions. C'est pourquoi le respect du vote n'est pas simplement une obligation posée à la majorité ou à la minorité, c'est une obligation démocratique pour faire que le Parti puisse imposer ses vues au pays après avoir confronté ses idées devant le peuple. Voilà, chers camarades, l'enjeu.

Si nous sommes minoritaires – rien n'est acquis – nous savons qui sera majoritaire. J'ai cru comprendre qu'il y avait une motion – la nôtre – qui avait l'obligation d'être majoritaire à elle seule. Si nous ne sommes pas majoritaires, nous serons minoritaires. C'est d'ailleurs ce que nous disent les camarades des autres motions. Ils n'ont pas fait de motion commune, mais il y a une chose qui peut les unir, c'est une majorité « alternative » par rapport à nous. C'est leur droit. Mais qu'ils affichent aussi la vérité, la cohérence de leur majorité, y compris le nom de leur Premier secrétaire. Que l'on nous fasse pas croire qu'il n'y a pas d'alliance s'il y en a une. Il faut qu'ils l'assument. Il n'y a rien de honteux. Il faut de la clarté devant les militants.

Nous devons être majoritaires, nous devons rassembler dans le Parti au lendemain du Congrès et faire que ce Congrès soit décrits par les Français comme le premier moment de la reconquête. C'est à ce combat-là que je vous invite à vous engager dans les semaines qui viennent. C'est vrai : tout va se jouer le 9 novembre, pas après. Il faut que le 9 novembre, les militants socialistes soient conformes à notre électorat, cet électorat veut le rassemblement, veut que nous portions le projet, veut que nous portions l'union. Merci.